

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

L'USC met les membres de l'OMC en garde contre un échec à Bali

Le nouveau représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman, est arrivé à Genève, après avoir fait une brève escale à Bruxelles, pour lancer un avertissement aux membres de l'OMC : « si la Conférence de Bali montre que l'OMC n'est pas un forum viable pour les négociations, le bilatéralisme et le plurilatéralisme seront probablement la seule solution pour les négociations commerciales, » a-t-il déclaré aux délégués dans un discours-programme qu'il a prononcé lors du forum public annuel de l'organisation, le 1^{er} octobre.

Les États-Unis, a-t-il annoncé, continueront de soutenir le système commercial multilatéral, « [TRADUCTION] mais il y a un gouffre béant dans le dossier de l'OMC : au cours de ses près de 20 années d'histoire, l'OMC n'a jamais, ne fût-ce qu'une fois, produit un nouvel accord commercial entièrement multilatéral. »

L'organisation se trouve à la croisée des chemins. Depuis que le Programme de Doha pour le développement (PDD) a été lancé en 2001, les membres ont été incapables de parvenir à un accord. « [TRADUCTION] Pendant 12 ans, nous avons dû trop souvent dire : il est dans l'impasse », a affirmé l'USTR. Ceci a nui à la crédibilité de l'institution, ce qui a poussé les États-Unis à faire appel aux membres pour innover et trouver « des approches neuves et crédibles pour la libéralisation du commerce qui portent en elles la promesse de produire des résultats pragmatiques et de donner un élan pour d'autres progrès ».

M. Froman a proposé que les membres fassent leur un concept provenant de la Silicon Valley, qui recommande d'« échouer vite » en expérimentant diverses stratégies de négociation et en tirant l'enseignement des erreurs en cours de route, afin de s'adapter rapidement et d'aller de l'avant. Il a expliqué que les délégués ont, en quelque sorte, appliqué cette stratégie après la CM8, ce qui les a amenés à envisager de se concentrer sur les enjeux qui ont les meilleures chances de produire des résultats, comme c'est le cas des négociations actuelles sur la facilitation des échanges (FE), les négociations plurilatérales sur les services (ACS) et l'Accord sur les technologies de l'information (ATI).

L'ensemble de Bali peut rétablir la confiance qu'a perdue l'OMC comme un endroit propice et crédible pour les négociations commerciales internationales, à condition que l'on parvienne à un accord en décembre. La pièce maîtresse de cet ensemble – la facilitation des échanges – représente manifestement une situation dont chacun peut sortir gagnant, tant les membres développés que les membres en développement, qui seront en mesure de réduire leurs coûts respectifs de 10 et 14 % en mettant en œuvre des dispositions telles que les procédures douanières harmonisées, d'insister l'USTR. Cependant, cela ne pourra se produire que si la FE n'est pas utilisée comme « monnaie d'échange » ou comme un « pivot pour une manœuvre tactique », a assuré M. Froman dans ce qui peut être interprété comme une critique directe adressée à l'Inde pour sa stratégie qui rend la facilitation des échanges solidaire de la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

« [TRADUCTION] Pour réussir à Bali et, franchement, pour conserver la crédibilité de l'OMC en tant que forum pour la libéralisation du commerce international, nous devons combler ce fossé », a déclaré M. Froman.

Cependant, si Bali échoue, les membres perdront les flexibilités qui sont actuellement sur la table, ce qui aura des conséquences pour les pays pauvres, car les pays développés comme les États-Unis se concentreront sur les négociations bilatérales et plurilatérales qui se déroulent actuellement, notamment le Partenariat transpacifique (PTP) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI). « [TRADUCTION] Que ce soit juste ou injuste, c'est la réalité », a lancé M. Froman.

« [TRADUCTION] Personne ne devrait reprocher la prolifération des négociations commerciales bilatérales et plurilatérales à l'état dans lequel se trouve l'OMC aujourd'hui. Les négociations bilatérales et plurilatérales, qu'elles se déroulent dans le cadre de l'OMC ou hors de celui-ci, ne sont pas le contexte de l'échec de nos négociations ici — tout au plus en sont-ils la conséquence », a affirmé l'USTR.

Cependant, les membres peuvent faire taire la critique et montrer que l'OMC peut encore résoudre les « problèmes pratiques » en forgeant un « ensemble de Bali significatif », rétablissant par la même occasion la crédibilité de l'organisation pour ce qui est de produire des résultats et d'ouvrir la porte à de nouvelles approches pour traiter les autres enjeux du PDD.

« [TRADUCTION] La réussite ou l'échec des négociations dans cette pièce au cours des quatre prochaines semaines écrira l'histoire future de cette institution. Chaque membre de cette institution a une plume à la main. Il est à notre portée d'ouvrir ensemble un nouveau chapitre dynamique du travail de l'OMC, » a conclu M. Froman.

Incidences de l'arrêt des activités du gouvernement américain

L'arrêt des activités du gouvernement américain, qui a commencé le 1^{er} octobre, a déjà commencé d'exercer des effets néfastes sur un certain nombre de négociations commerciales. Bien entendu, l'impact le plus direct s'est produit sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), car la deuxième série de ces négociations sur le libre-échange États-Unis-UE, prévue pour la semaine du 7 au 11 octobre, a été annulée par suite de l'incapacité du gouvernement américain d'envoyer des représentants de l'USTR et des organismes gouvernementaux américains à Bruxelles.

Le représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman, a appelé son homologue européen, le commissaire au Commerce européen, M. Karel De Gucht, pour l'aviser de l'annulation et lui promettre de fournir d'autres renseignements dans le meilleur délai au sujet du moment auquel la deuxième série pourra être organisée.

La séquestration a également obligé le président, M. Barack Obama, à annuler son déplacement à Bali pour assister au Sommet de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), chargeant son secrétaire d'État, M. John Kerry, de le représenter auprès de l'APEC et à une réunion prévue du PTP organisée en marge de l'événement.

Les négociateurs principaux du PTP ont tenu des réunions intensives au cours des trois derniers mois pour fournir à leurs dirigeants le rapport le plus à jour sur l'état d'avancement des négociations transpacifiques. On apprend de source bien informée que le résultat de ce travail prendra la forme d'une déclaration qui enjoindra aux négociateurs principaux de terminer le travail sur les questions les moins litigieuses, tout en tenant des séances de réflexion sur un plan de travail afin de terminer les négociations sur les sujets les plus ardues, dans la perspective de conclure l'accord d'ici la fin de cette année. Comme le président Obama prévoyait retourner dans la région à une date ultérieure, ce voyage pourrait bien être le prochain délai pour les négociations du PTP.

M. Azevêdo demande aux ministres de l'APEC d'injecter du dynamisme supplémentaire pour que l'on parvienne à un consensus sur l'ensemble de Bali

Les négociations à l'OMC figurent parmi celles qui n'ont pas été touchées par l'arrêt des activités des États-Unis, puisque les travaux qui se déroulent à Genève continuent de mettre fortement à contribution les ambassadeurs auprès de l'OMC. Ceci étant dit, le directeur général, M. Roberto Azevêdo, a quitté Genève le 2 octobre pour rencontrer les ministres du Commerce et les dirigeants à Bali. Le diplomate brésilien a expédié une lettre aux ministres le 30 septembre pour les exhorter à conférer le pouvoir nécessaire à leurs ambassadeurs et hauts fonctionnaires respectifs afin qu'ils puissent faire preuve de flexibilité, dans l'espoir de conclure un accord sur l'ensemble de Bali.

S'adressant aux ministres du Commerce de l'APEC le 4 octobre, M. Azevêdo a répété avec insistance que l'ensemble de Bali est à portée de main grâce à l'intervention intensive des membres sur les trois piliers de l'ensemble – facilitation des échanges, agriculture et développement; cependant, il reste des défis à relever, car on commence à manquer de temps pour combler le fossé à temps pour la CM9. On a besoin d'un « engagement politique rapproché dans le processus dès à présent » a déclaré M. Azevêdo. « Le temps n'est pas notre allié. Nous devons agir rapidement », a-t-il lancé comme avertissement.

« Il nous reste moins de deux mois pour parvenir à un consensus sur l'ensemble de textes pour Bali. L'engagement dont les membres font preuve à Genève est encourageant, mais je demande également votre aide – elle nous sera indispensable pour franchir le cap en décembre et donner à l'OMC ainsi qu'à l'ensemble du système commercial multilatéral l'orientation positive qui s'impose », a déclaré M. Azevêdo aux ministres de l'APEC.

Les consultations en salle B se poursuivent

Entre-temps, à Genève, le président du groupe des négociations sur l'agriculture, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, a poursuivi ses consultations avec les ambassadeurs sur les questions afférentes à la sécurité alimentaire et au Programme de travail après Bali.

L'objet consistait à accroître la convergence sur les éléments d'une solution intérimaire de pleine retenue/clause de paix, qui comprend la transparence/la déclaration et les sauvegardes. Les pourparlers en salle B qui se sont déroulés le 1^{er} octobre ont abordé la couverture des programmes de sécurité alimentaire des pays en développement. L'objectif consiste à se faire une idée de l'éventail de produits qui seront probablement couverts par la clause de paix et s'il serait limité aux produits achetés de « producteurs disposant de faibles ressources ou à faible revenu » ou s'il comprendrait également un certain nombre de cultures de première nécessité.

Le 3 octobre, on a mis en point de mire la durée de la clause de paix et s'il faudrait effectuer un examen (p. ex., à mi-parcours ou à un autre moment). Les ambassadeurs ont également tenu une séance de réflexion sur les contours d'une solution à plus long terme pour l'enjeu de la sécurité alimentaire, qui serait inclus dans le plan de travail d'après-Bali devant être abordé après la CM9.

Prochains événements

- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 1^{er}-8 octobre, Bali
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013, Bali
- Conseil général, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- Réunion ouverte sur l'agriculture, 14 octobre 2013
- Séance informelle du TNC, 14 octobre 2013
- Délai pour l'ensemble de Bali, 31 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada

. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

